

LEMAG

D'AIDE ET ACTION

N°161 / DÉCEMBRE 2021 - WWW.FRANCE.AIDE-ET-ACTION.ORG

Grand Angle

ÉDUCATION LES GRANDS ENJEUX DE DEMAIN



L'Éducation change le monde

40 YEARS OF EDUCATION
ANS D'ÉDUCATION

LA PHOTO DU MOMENT



Le dimanche 19 septembre 2021, Aide et Action organisait la « Course des Cartables ». Pour l'occasion, plus d'une centaine de participants se sont retrouvés au bois de Vincennes, à Paris, pour courir en faveur de l'éducation dans le monde. Cet événement un peu sportif et très solidaire, parrainé par le chanteur Silvàn Areg, avait pour objectif de sensibiliser le plus grand nombre à la réalité de l'éducation de milliers d'enfants dans le monde. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui se sont lancées dans cette belle aventure à nos côtés et qui nous ont permis de réunir près de 22 000 € pour le développement de nos projets. 🌱

« Merci de participer à l'action avec nous et, allez, les cartables sur le dos et on y va c'est pour la bonne cause ! »

Silvàn Areg, chanteur et parrain de la « Course des Cartables »

Édito

« Les enjeux de demain doivent être intégrés à l'éducation d'aujourd'hui »

Les populations que nous accompagnons depuis 40 ans font aujourd'hui face à des crises majeures. Migrations, conflits, changement climatique, inégalités de genre menacent la construction d'un monde meilleur pour demain. En effet, les crises climatiques exposent des populations entières à des catastrophes naturelles et les contraignent à migrer ; les conflits les exposent à la violence et les obligent à fuir ; les inégalités de genre privent plus de la moitié du genre humain de l'accès à ses droits les plus essentiels... Pour accompagner au mieux ces populations Aide et Action estime que l'éducation est essentielle. Elle seule leur permettra d'être formées, informées, d'être plus résilientes face aux crises et plus aptes à s'adapter aux changements. C'est pourquoi, dans le cadre de nos orientations stratégiques à dix ans, nous recentrons notre action sur les populations les plus vulnérables et marginalisées afin de leur donner le droit à l'éducation ainsi que le pouvoir d'agir. Notre association souhaite, d'une part, promouvoir et développer l'autonomie de chaque

citoyen, afin qu'il devienne acteur du changement social aux niveaux local, régional, national voire international. Et, d'autre part, donner aux populations es plus vulnérables et marginalisées le pouvoir de plaider auprès des institutions et des autorités publiques pour faire valoir leurs droits, dont celui à l'éducation.

Pour cela, nous sommes persuadés que les enjeux de demain doivent être intégrés à l'éducation d'aujourd'hui. À travers le dossier de ce nouveau numéro de votre Magazine, découvrez comment nos programmes prennent en compte ces thématiques et répondent aux contraintes qui menacent l'éducation de qualité pour toutes et tous.

Bonne lecture !
Solidairement,


Jean-Pierre Pichaut
Président d'Aide et Action France 

Sommaire

PAGE 4 Actualité 	PAGE 7 Grand angle 	PAGE 16 Opinions 	PAGE 19 Mobilisation citoyenne
			PAGE 20 Agir avec nous
			PAGE 22 En bref
			PAGE 23 Grand témoin

LAOS : LES FEMMES ŒUVRENT POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

ÉDUCATION, LES GRANDS ENJEUX DE DEMAIN

LES DROITS DE L'ENFANT : ENCORE TROP IMPARFAITEMENT APPLIQUÉS !

Magazine trimestriel publié par l'association Aide et Action. Avec ce numéro, une lettre d'accompagnement et un calendrier. 53 bd de Charonne, 75 545 Paris Cedex 11 01 55 25 70 00 / info@aide-et-action.org

Représentant de l'association France : Jean-Pierre Pichaut - Directeur de la publication : Charles-Emmanuel Ballanger - Rédaction en chef : Kristen Poels - Commission paritaire : 0723 G 83404 - Prix au numéro : 2 € - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - ISSN : 1761 - 1024 - La rédaction remercie : Christine Redmond, Chandra Kiran Katta, Dramane Sessouma et Vanessa Martin - Dépôt légal : quatrième trimestre 2021 - Tirage : 38 000 exemplaires - Imprimeur : SIB Imprimerie, Zone industrielle de la Liane, B.P. 343, 62205 Boulogne-sur-Mer Cedex - Création graphique et fabrication : tcgraphite.

Photographie de 1^{re} de couverture : © Olivier Harrassowski. Aide et Action, association pour le développement par l'éducation, est libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action France est une association reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale - Elle est habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action. En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.


Aide et action France est Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

 Agissez pour le recyclage des papiers avec Aide et Action et Citeo



© Matthew Dakin

les repas scolaires peuvent jouer un rôle vital dans la survie d'un enfant. D'après une analyse de la Banque mondiale, le manque de diversité alimentaire dû à de mauvaises pratiques est la raison principale du taux élevé de malnutrition infantile dans le pays. Pour y remédier, Aide et Action forme des parents et des enseignants, dont de nombreuses mères, à la nutrition et à la santé et organise des repas scolaires dans des écoles maternelles et primaires du pays. Une fois formés, ces parents et autres membres de la communauté se voient proposer des emplois de cuisiniers dans les écoles. Ils jouent, alors, un rôle clé dans la promotion de la santé et du bien-être des enfants, à l'école et à la maison, tout en partageant leurs nouvelles connaissances avec leurs familles.

ENCOURAGER LA PARTICIPATION ACTIVE DES FEMMES

Lorsque les enfants ont accès à des repas nutritifs, leur risque de malnutrition et de retard de croissance est réduit, ce qui favorise leur développement physique et cognitif et les encourage également à aller à l'école. Un rapport d'Aide et Action a révélé que 81% des élèves qui bénéficient du projet ont déclaré qu'ils préféreraient manger à l'école plutôt qu'à la maison parce que la nourriture y était plus nutritive et plus savoureuse.

Savoir que leurs enfants auront un repas nutritif à l'école est également un soulagement pour les parents. Ainsi, Pa Vang, une mère de trois enfants vivant dans le village de Nongpor, affirme : « Le déjeuner à l'école me donne confiance car parfois, lorsque je vais à la ferme pendant une journée entière, je sais que mes filles pourront manger à l'école. Je n'ai pas beaucoup d'argent pour acheter de la bonne nourriture, des fruits et du lait pour mes filles, donc je suis heureuse qu'elles bénéficient du projet. »

Les mères comme Pa Vang qui participent au projet jouent également un rôle clé dans leur communauté et contribuent à faire changer les choses pour les générations futures tout en développant leurs compétences et connaissances. 🌱

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

LAOS : LES FEMMES ŒUVRENT POUR LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION DES ENFANTS

À Pakchan, un petit village rural de la province laotienne de Vientiane, l'heure du déjeuner à l'école n'est pas seulement le point culminant de la journée scolaire pour les 200 élèves, mais également un moment essentiel pour leur développement.

Sommathid Sisompheang, enseignante en classe de CM1 à l'école primaire de Pakchan, au Laos, est responsable de l'organisation des repas scolaires dans son école. Elle fait partie des enseignants qui contribuent au développement des enfants. Cette responsabilité lui a beaucoup appris et elle a ainsi pu développer ses connaissances en nutrition et ses compétences en gestion de projet. « J'ai appris à planifier les menus, à lister les ingrédients nécessaires, à cuisiner et à gérer le budget et le temps », explique-t-elle, avant d'ajouter : « Depuis que nous avons commencé à organiser les repas scolaires, les enseignants et les membres de la communauté du village ont beaucoup appris, en particulier sur les ingrédients et sur la possibilité d'avoir plus de variété dans les menus que nous préparons. »

TOUT COMMENCE PAR L'ÉDUCATION

Dans un pays où la malnutrition est l'une des principales causes de mortalité infantile,

À savoir
Selon un rapport de l'UNICEF, basé sur les recherches du Lao Social Indicator Survey II (2017), environ 33% des enfants âgés de moins de cinq ans au Laos souffrent d'un retard de croissance qui affecte le développement physique et cognitif des enfants et risque de les empêcher d'atteindre leur plein potentiel à l'âge adulte.

RÉSILIENCE

AU SRI LANKA, LA FORMATION PROFESSIONNELLE PERMET AUX JEUNES DE SE RECONSTRUIRE APRÈS LE CONFLIT

Après avoir dû fuir leur pays à cause de la guerre civile, Rajitharan et Tharani, deux sœurs Sri lankaises, de retour chez elles, parviennent à se reconstruire et à soutenir leur famille grâce au programme de formation professionnelle « iLEAD ». Indépendantes et optimistes, elles sont aujourd'hui déterminées à se bâtir un avenir meilleur.



© Aide et Action

Rajitharan et Tharani Sayanthi, deux sœurs, sont déjà leurs propres patronnes. Elles dirigent un salon de beauté à Palinar Vaunikulam, au Sri Lanka. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, leur famille a dû se réfugier en Inde pour échapper à la guerre civile qui a ravagé le pays pendant 30 ans. Elles avaient alors perdu tout espoir professionnel.

GAGNER LE RESPECT DE LA SOCIÉTÉ

De retour au Sri Lanka en 2009 après la fin de la guerre, les sœurs aspiraient à acquérir une compétence professionnelle qui leur permettrait de gagner leur vie et le respect de la société. Déterminées à être indépendantes et à soutenir leur famille, elles ont alors découvert le projet « iLEAD » qui propose une formation professionnelle aux jeunes marginalisés. Elles se sont inscrites au cours d'esthétique.

En quelques semaines, Rajitharan et Tharani ont, non seulement acquis les compétences nécessaires pour devenir esthéticiennes, mais aussi d'autres compétences qui leur ont donné suffisamment confiance en elles pour

se lancer. Après avoir travaillé quelques mois dans un salon voisin, les sœurs ont ouvert leur propre établissement avec le soutien financier de leurs amis.

« LA FORMATION NOUS A AIDÉES À NOUS TENIR DEBOUT »

Les sœurs peuvent désormais s'établir comme esthéticiennes expertes et gagnent leurs vies (40 000 LR par mois, soit 170 euros). « Le programme iLEAD d'Aide et Action nous a aidées à façonner nos carrières et à nous tenir debout, explique Rajitharan. La formation nous a donné les compétences nécessaires pour devenir esthéticiennes et nous a également donné confiance grâce à divers autres modules, notamment un cercle de parole pour l'autonomisation et les compétences de vie courante. » Rajitharan et Tharani sont fières de pouvoir maintenant subvenir aux besoins de leur famille. « Notre famille a traversé de nombreuses épreuves pendant les années de la guerre civile, maintenant que nous nous sommes enfin installées, nous espérons prendre soin d'eux et subvenir à leurs besoins avec l'aide de notre nouvelle entreprise », conclut Tharani. 🌱

À savoir

Au cours des 16 dernières années, grâce à son initiative de développement de compétences et à ses approches multiples et variées, le programme « iLEAD » d'Aide et Action, a restauré la confiance parmi les jeunes, relancé l'économie et réhabilité les communautés vivant dans les zones de conflit situées au Sri Lanka, au Népal et en Inde. Dans cet objectif, le programme a tissé des partenariats avec les autorités gouvernementales locales, les communautés et le secteur privé.

ROUMANIE

EN ROUMANIE, FAVORISER L'INCLUSION DES PLUS VULNÉRABLES ET MARGINALISÉS



DES CONDITIONS DE VIE EXTRÊMEMENT DIFFICILES

En Roumanie, du fait des difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation, des exclusions et des discriminations, plus de 40% de la population et plus de 49% des enfants sont exposés au risque de vivre dans la précarité. En 2020, la crise liée à la COVID-19 a touché, de manière disproportionnée, les enfants les plus vulnérables dont les conditions de vie en habitats précaires sont extrêmement difficiles et a encore aggravé leur situation. Les soutenir et les accompagner est donc plus que jamais une nécessité.

Ainsi, l'année dernière, 78 enfants âgés de 6 à 16 ans, 26 parents et 11 jeunes adultes en voie d'inclusion socioprofessionnelle ont été accompagnés par notre projet. 347 personnes ont bénéficié de nos actions d'accès aux droits, aux soins et aux médicaments. Et enfin, 11 mères de familles ont été impliquées dans les activités éducatives avec un focus sur l'aide à la parentalité et le développement de leurs compétences en gestion des ressources pour leurs familles. 🌱

À savoir

Une forte disparité territoriale

En Roumanie, un fort décalage d'accès à l'éducation est noté entre les zones rurales et les zones urbaines.

En effet, le taux d'abandon scolaire est plus élevé de 25% dans les zones rurales chez les jeunes âgés de moins de 14 ans.

Une action similaire en Bulgarie

De la même façon, en Bulgarie, un grand nombre de personnes vivent en habitats précaires. Depuis 2020, Médecins du Monde et Aide et Action visent à mobiliser et à renforcer le pouvoir d'agir des jeunes et des femmes du quartier de Nadejda pour leur permettre d'améliorer leur accès aux droits et développer des projets autour de leurs propres difficultés.

Les difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation, les exclusions et les discriminations, menacent plus de 40% de la population roumaine et plus de 49% des enfants d'être exposés au risque de vivre dans la précarité. Pour soutenir la communauté marginalisée de Sătmărel, Aide et Action et son partenaire local, Stea, agissent pour l'inclusion des plus jeunes et des adultes.

Face aux difficultés que rencontre la communauté marginalisée de Sătmărel - un quartier excentré et particulièrement défavorisé de la ville de Satu Mare, en Roumanie - l'association locale Stea a développé un projet d'insertion soutenu par Aide et Action depuis 2018. Ses objectifs accroître l'accès, le taux de fréquentation et le maintien scolaire des enfants et jeunes âgés de 6 à 14 ans ; impliquer davantage les parents dans l'éducation et le suivi scolaire de leurs enfants ; accompagner les enfants et leurs familles grâce à une approche communautaire ; accroître le niveau d'employabilité et les compétences des jeunes et des adultes ; favoriser l'inclusion sociale et économique des familles en sensibilisant l'ensemble des acteurs de Satu Mare (population, institutions, etc.) ; autonomiser les familles dans leurs démarches d'accès aux droits ; et enfin, rendre accessibles la santé et les services sociaux aux membres de la communauté via une distribution de médicaments quotidienne et un appui administratif. Autant d'actions qui visent à pallier le manque de soutiens dont souffre cette communauté.

ÉDUCATION LES GRANDS ENJEUX DE DEMAIN

Pour nous adapter aux changements des sociétés, autant que pour transformer le monde dans lequel nous vivons, l'éducation est la base de tout. C'est pourquoi, elle est au cœur des efforts que nous déployons depuis 40 ans pour accompagner les générations futures. L'enjeu est de taille : crise migratoire, conflits, changement climatique et inégalités de genre menacent aujourd'hui la construction d'un monde durable pour demain.

Aide et Action a décidé de se mobiliser sur ces quatre grands sujets pour les années à venir. Pour former les enfants et les jeunes à relever ces défis majeurs, découvrez comment nos programmes intègrent ces thématiques et répondent aux contraintes qui menacent l'éducation de qualité pour tous.

Les grands enjeux de demain

L'égalité de genre dans l'éducation

Les besoins en matière d'éducation pour un monde durable évoluent et nous devons nous y adapter. Pour cela, Aide et Action a défini des orientations stratégiques à dix ans, destinées à répondre aux principaux enjeux, actuels et futurs. Parmi nos priorités : l'égalité de genre. Nous estimons que ce sujet est intrinsèquement liée à la promotion du droit à l'éducation.

De nombreux obstacles empêchent les femmes et les filles d'exercer pleinement leur droit de participer à l'éducation, de la mener à bien et d'en bénéficier. Il s'agit notamment des mariages et des grossesses précoces, de la violence fondée sur le genre, des habitudes patriarcales traditionnelles concernant le statut et le rôle des femmes, de la pauvreté, de l'isolement géographique et du statut de minorité. Pourtant l'égalité de genre dans l'éducation, et en dehors, est essentielle. « L'éducation doit enseigner comment vivre sur une planète sous pression. Elle doit viser l'alphabétisation culturelle, sur la base du respect et d'une dignité égale pour tous », a déclaré Irina Bokova, ex-directrice générale de l'UNESCO*. Pour cela, l'accès et la qualité de l'éducation pour les niveaux primaire, moyen et secondaire doit être effective pour toutes et tous.

L'ÉDUCATION DES FILLES PEUT BRISER LE CYCLE DES INÉGALITÉS

Au cours des 25 dernières années, l'accès des filles à l'éducation s'est considérablement amélioré. Pourtant, les filles, en particulier celles qui cumulent des désavantages tels que la pauvreté ou le handicap, restent confrontées aux formes d'exclusion les plus extrêmes dans les pays les plus défavorisés. Depuis toujours, Aide et Action est convaincue que l'éducation est un puissant levier pour les droits des filles et des femmes et nous défendons aujourd'hui l'idée d'un engagement civique accru dans l'éducation. Loin d'être un problème isolé qui ne concernerait que la moitié de la population, il s'agit au contraire d'un défi global sur lequel repose le bon développement du monde de demain.

Promouvoir l'éducation, particulièrement celle des filles, permet de briser le cycle des inégalités entre les générations.

FAIRE ÉVOLUER LES MENTALITÉS

À Madagascar, par exemple, grâce à un projet de formation et d'insertion socioprofessionnelle, Aide et Action soutient les jeunes mères célibataires dans les quartiers urbains défavorisés d'Antananarivo, la capitale. En trois ans, 900 filles-mères, âgées de 15 à 29 ans, acquerront les compétences nécessaires à leur développement et à leur autonomie. Mais, au-delà de cet objectif, nous visons aussi à faire évoluer les mentalités. À Madagascar, un grand nombre de jeunes filles deviennent mères très jeunes (32% des filles de 15 à 19 ans ont au moins un enfant). Souvent stigmatisées et rejetées par la société, notamment en raison de leur faible niveau d'instruction, elles se retrouvent par conséquent démunies, sans soutien psychologique ou financier. C'est donc tout un système et une perception sociale qu'il faut réussir à faire évoluer. Pour cela, le projet déploie des services de mentorat, un accompagnement psychosocial qui portera une attention particulière aux violences basées sur le genre, des activités d'affirmation de soi et de développement personnel, et enfin un appui en matière de formation et d'insertion professionnelle. Le projet s'adresse également à la société dans son ensemble et développe des activités de sensibilisation sur la parentalité précoce au sein des quartiers, notamment vis-à-vis des hommes et adolescents, ainsi que des campagnes de valorisation de l'image et de la représentation des jeunes filles mères.

* Rapport Repenser l'éducation: vers un bien commun mondial ? 2015



Il n'est de force de transformation plus puissante que l'éducation – pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité, pour éliminer la pauvreté et approfondir la durabilité, pour construire un avenir meilleur pour tous, fondé sur l'égalité des droits et la justice sociale, le respect de la diversité culturelle, la solidarité internationale et le partage des responsabilités, qui sont autant d'éléments fondamentaux de notre humanité commune.

Irina Bokova,
Ex-directrice générale de l'UNESCO.



À savoir

L'Agenda Education 2030 est un engagement universel et collectif qui requiert une volonté politique, une collaboration mondiale et régionale et l'engagement de tous les gouvernements, de la société civile, du secteur privé, de la jeunesse, des Nations unies et d'autres organismes multilatéraux pour relever les défis éducatifs et bâtir des systèmes inclusifs, équitables et pertinents pour tous les apprenants.



© Christine Redmond/AEA

Les grands enjeux de demain

L'éducation à l'environnement et à la paix

Face à l'insécurité grandissante, promouvoir l'éducation à la paix, à la citoyenneté et au vivre ensemble est essentiel. Mais pour imaginer des sociétés de paix, il faut également construire un monde durable et donc, dans le même temps, sensibiliser les jeunes générations au changement climatique et à l'environnement. Ces deux questions nous semblent incontournables et indissociables.

Dans un contexte mondial où les enjeux de vivre ensemble et de protection de l'environnement sont cruciaux, il importe que chaque individu soit en capacité de faire valoir ses droits et de contribuer, individuellement et collectivement, à la construction d'une société plus durable, plus juste et plus inclusive. Selon Philippe Meirieu, pédagogue français : « l'école a un rôle fondamental à jouer dans la construction d'une société de paix puisque c'est le lieu par excellence où l'enfant apprend à remplacer la violence par le débat. C'est là où il apprend la distinction entre

le croire et le savoir ». C'est aussi notre conviction. C'est pourquoi nous concentrons nos efforts dès la petite enfance, afin de pallier le déficit en écoles maternelles dans nos pays d'intervention et permettre aux 175 millions d'enfants encore privés d'éducation préscolaire dans les pays à faible et moyen revenu, d'atteindre leur plein développement à l'âge de 5 ans (rapport *Leaving the Youngest Behind, Theirworld, Avril 2019, UNICEF*). De plus, nous développons des projets spécifiques qui permettent aux jeunes générations de prendre conscience des enjeux de citoyenneté et de solidarité.



A savoir

Créée dans le prolongement du sommet Climat et territoires à Lyon qui a rassemblé les acteurs du climat en amont de la COP 21, Climate Chance est la seule association internationale cherchant à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques pour faire émerger des priorités et propositions communes, et pour renforcer des dynamiques d'acteurs.

1 - Au cœur de l'Agenda 2030, 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été fixés et couvrent l'intégralité des enjeux de développement dans tous les pays. Parmi eux, l'ODD 4 concerne l'éducation. Il rappelle de « veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DE CHACUN

En Afrique de l'Ouest, par exemple, nous avons mis en place un projet d'éducation à la citoyenneté (ACTE) au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Son objectif est de contribuer à un meilleur accès aux droits en renforçant le pouvoir d'agir des enfants et des jeunes. En les faisant, par exemple, se mobiliser sur des projets tels que les déclarations d'acte de naissance en menant une enquête de recensement au sein de leur commune, les enfants sont encouragés à devenir acteurs du changement en matière de citoyenneté, de cohésion sociale et de développement.

L'Objectif de Développement Durable n°4¹, dédié à l'accès à une éducation de qualité pour toutes et tous, précise dans son 7^e alinéa la nécessité que « tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable ».

L'ÉDUCATION POUR CONSTRUIRE DES SOCIÉTÉS DURABLES ET RÉSILIENTES

Dans les écoles du Vietnam où nous intervenons, nous avons également organisé des clubs d'enfants pour promouvoir l'éducation à la paix. Cela nous semble être une composante essentielle pour provoquer des changements de comportement afin de permettre aux enfants, aux jeunes et aux adultes de résoudre les problèmes et les conflits de manière pacifique. Traditionnellement, les enfants ne font pas partie des processus de prise de décision dans le domaine de l'éducation au Vietnam, mais grâce à nos activités centrées sur eux, nous souhaitons encourager les enseignants et les élèves à écouter leur voix. Nos clubs sont dirigés par les enfants eux-mêmes et ce sont eux qui décident de ce qu'ils veulent y faire. Par exemple, les membres du club ont choisi de définir leurs propres règles de base et de nommer des chefs d'équipe. Cette méthode permet de donner aux enfants un véritable rôle dans leur propre éducation et d'éveiller leur conscience citoyenne et collective.

Par ailleurs, au Niger, entre 2017 et 2021, Aide et Action a développé le projet PassEdu qui met en place des « classes passerelles » en faveur des enfants déscolarisés ou non scolarisés âgés de 9 à 14 ans. Celles-ci proposent une éducation accélérée en 1 ou 2 ans avant de réintégrer les enfants dans le système scolaire formel et ainsi réduire le risque de les voir rejoindre les groupes extrémistes.

Sachant qu'une hausse de 10 % seulement du taux de scolarisation au niveau du secondaire peut réduire un risque de conflits de 3 %, il semble aujourd'hui plus qu'essentiel et urgent de permettre à tout individu, enfants et adultes, d'apprendre à lire et à écrire. Convaincue que l'éducation est une arme de paix massive qui permet progrès économique, social, écologique et politique, Aide et Action rappelle que l'accès à une éducation de qualité doit être notre priorité à tous. Il s'agit d'un droit fondamental et, à ce titre, celles et ceux qui en sont privés sont victimes d'une profonde injustice sociale et juridique puisqu'il s'agit du non-respect de leurs droits les plus basiques.

PAS DE SOLUTION SANS ÉDUCATION

Aujourd'hui, seule la moitié des programmes scolaires dans le monde fait référence au changement climatique, alerte l'UNESCO. Pourtant, selon la Banque mondiale, ce phénomène pourrait faire plonger 100 millions de personnes dans la pauvreté au cours des 15 prochaines années. « La crise climatique n'est plus la crainte d'un avenir lointain, mais une réalité mondiale, affirme Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO. Il n'y a pas de solution sans éducation. Chaque élève doit comprendre le changement climatique et être en mesure de contribuer à la solution, et chaque enseignant doit recevoir les connaissances nécessaires pour l'enseigner. Les États doivent se mobiliser en ce sens. »

Récemment, au Cambodge, Aide et Action a lancé un programme, soutenu par l'Union européenne, dont l'objectif est de sensibiliser la population aux enjeux environnementaux et de soutenir les communautés vulnérables de pêcheurs. Enfin, pour s'engager encore davantage et de manière globale, en 2021, Aide et Action a rejoint Climate Chance, la seule association internationale cherchant à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques sur les changements climatiques. 🌱

Les grands enjeux de demain

Face à la migration, une éducation alternative

Face à la croissance démographique, à l'urbanisation continue et à la migration, promouvoir une éducation alternative et adaptée aux besoins de chacun est un enjeu crucial. En effet, les mouvements de populations peuvent avoir des répercussions considérables sur les systèmes éducatifs du monde entier.



© Vincent Reynaud-Leroze

l'application de leur droit à l'éducation. Notre programme s'adresse principalement aux enfants de migrants en détresse qui travaillent dans des briqueteries et des chantiers de construction dans les États de Bihar, Delhi, Madhya Pradesh, Odisha, Tamil Nadu et Telangana en Inde.

Grâce à la mise en place de centres dédiés à la prise en charge de la petite enfance, nous nous efforçons de fournir des services d'accueil ainsi qu'une éducation de base. Nous promovons ainsi l'apprentissage cognitif et la croissance physique des enfants grâce à l'élaboration de matériels et de programmes adaptés. Au fil des ans, nous avons réussi à faire en sorte que les enfants migrants puissent réintégrer le parcours scolaire une fois de retour dans leurs villages d'origine.

FAIRE DU SORT DES ENFANTS MIGRANTS UNE PRIORITÉ

Dans l'objectif de rendre ce dispositif durable, nous avons réussi à bâtir une

LE DROIT À L'ÉDUCATION POUR TOUS, PARTOUT

En Inde, près de 100 millions de personnes sont considérées comme des travailleurs migrants saisonniers. Parmi elles, 10 à 15 millions sont des enfants qui se retrouvent en situation d'extrême vulnérabilité. Depuis 2009, Aide et Action travaille activement à la prise en charge de ces enfants et à

L'incidence réciproque des migrations et des déplacements sur l'éducation est complexe, estime l'UNESCO. Elle touche les personnes qui se déplacent, celles qui restent et celles qui accueillent ou sont susceptibles d'accueillir des migrants et des réfugiés. Pour Aide et Action, l'éducation est l'une des réponses à apporter à cette problématique. En effet, l'éducation, dont le rôle est de favoriser la compréhension et la tolérance comme nous l'avons vu précédemment, prend ici toute sa place. C'est pourquoi, nous estimons que les systèmes scolaires doivent s'ajuster aux besoins de tous les élèves, indépendamment de leur origine, afin qu'ils puissent tenir leurs promesses. Ils doivent aussi répondre au besoin de résilience et d'adaptation des sociétés.

La communauté internationale s'attelle à perfectionner ses outils de suivi de l'ODD 4

Outre qu'il fixe un programme d'action ambitieux dans le domaine de l'éducation, l'ODD 4 appelle à assurer le suivi de cibles qui concernent notamment la multiplicité des résultats d'apprentissage, les inégalités et les contenus d'enseignement. Si d'aucuns en dénoncent l'excès d'ambition, ce cadre de suivi permet surtout d'attirer l'attention des pays sur des questions centrales qui n'étaient pas d'actualité avant 2015. Il devrait conduire à investir dans des mécanismes nationaux fiables pour le suivi de l'équité, de l'inclusion et de la qualité de l'éducation.



© Chandira K. S. / Aide et Action

collaboration avec les autorités et les communautés qui leur permet désormais d'établir et de gérer directement les centres sur les chantiers. Des efforts ont d'ailleurs été déployés pour reproduire les modèles de logements et d'espaces d'accueil pour les enfants mis au point par Aide et Action. Des partenariats ont également été réalisés avec les enseignants, les responsables du service indien de développement de l'enfance, les responsables de la santé et les municipalités afin de connecter les services gouvernementaux et les droits des familles de migrants.

Au niveau politique, nous avons réussi à rédiger et à partager des recommandations avec le gouvernement, les décideurs et les propriétaires des chantiers pour développer un cadre permettant aux familles et aux enfants migrants d'accéder à des conditions de vie décentes, aux services de base et à leurs droits sur les lieux de travail. Des consultations et ateliers nationaux et sous-nationaux ont été organisés pour mettre en avant la problématique

et y apporter des solutions. Nous avons également établi des réseaux avec des groupes de défense des droits de l'enfant et des institutions universitaires pour exprimer les préoccupations des jeunes migrants et trouver des solutions politiques.

De manière globale, Aide et Action plaide en faveur de systèmes éducatifs inclusifs et conformes à l'impératif d'équité. L'UNESCO précise : « Les migrations et les déplacements devenant un sujet politique brûlant, l'éducation est indispensable pour aider les citoyens à développer une vision critique de ces problématiques. Elle peut faciliter le traitement de l'information et promouvoir des sociétés solidaires, fondement essentiel d'un univers mondialisé. L'éducation doit néanmoins aller bien au-delà de la tolérance qui, parfois, s'apparente à l'indifférence ; elle est une arme puissante pour combattre les préjugés, les stéréotypes et la discrimination. Mal conçus, les systèmes éducatifs peuvent propager une image négative, partielle, exclusive ou méprisante des immigrants et des réfugiés. »

À savoir

D'après les estimations, 763 millions de personnes vivent dans une région autre que celle où elles sont nées. De tous les modèles de déplacement possibles, qu'ils soient permanents ou temporaires, qu'ils s'effectuent entre zones rurales et zones urbaines ou à l'intérieur de ces zones, l'exode rural et les flux migratoires saisonniers ou circulaires sont les plus déstabilisants pour les systèmes éducatifs.

(UNESCO 2019)

NIGER Des classes passerelles pour rattraper le temps perdu

Entre 2017 et 2021, Aide et Action a développé le projet PassEduc qui a expérimenté la mise en place de « classes passerelles » en faveur des enfants déscolarisés ou non scolarisés âgés de 9 à 14 ans, au Niger. Ces classes

non-formelles proposent une éducation accélérée en 1 ou 2 ans avant de réintégrer les enfants dans le système scolaire formel (à l'école primaire, au collège, ou dans des centres de formation professionnelle).

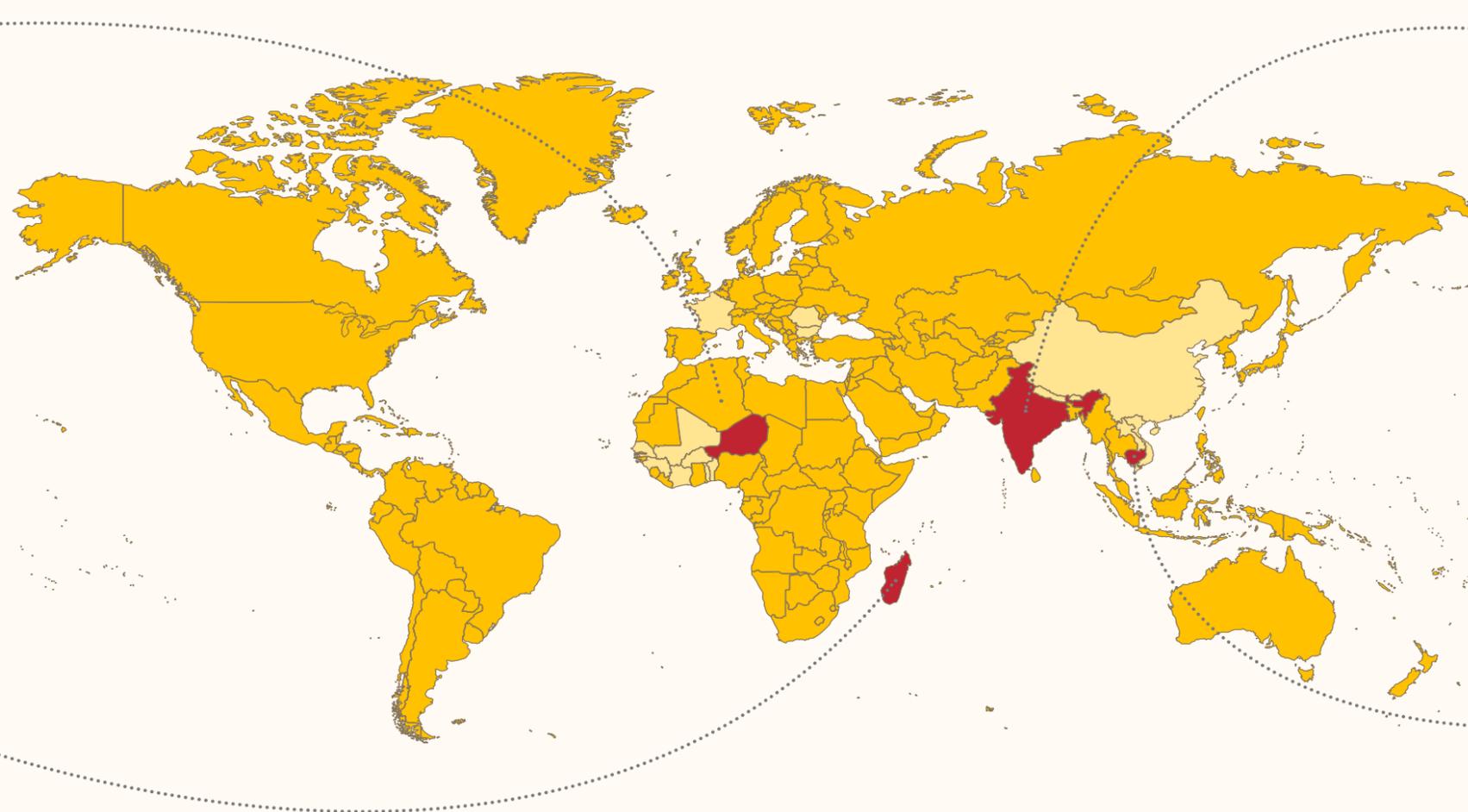
À savoir L'expérience du projet a été documentée dans 2 livrets de capitalisation destinés à tout acteur s'intéressant à la mise en place de classes passerelles. Bonnes pratiques, démarches et outils y sont présentés.



© Aide et Action



© Aide et Action



INDE Protéger les plus vulnérables face à la COVID-19

Poursuivant nos efforts pour vacciner le maximum d'Indiens marginalisés, une campagne spéciale a été organisée par Aide et Action à Hyderabad pour les travailleurs du bâtiment. Développée en partenariat avec les

professionnels de santé locaux, celle-ci a permis à près de 300 ouvriers précaires d'être vaccinés contre la COVID-19. Ailleurs, à Trichy, ce sont 60 éboueurs qui ont pu bénéficier de notre campagne de vaccination.

À savoir Aide et Action gère 8 centres de garde et d'apprentissage pour les enfants des travailleurs du bâtiment qui migrent à Hyderabad. Les centres leur fournissent aussi le soutien nutritionnel et sanitaire nécessaire.



© Aide et Action



© Christine Redmond/Aide et Action

MADAGASCAR Alléger la charge du coût de l'éducation pour les familles

En raison du manque de moyens des familles, à Madagascar beaucoup d'enfants sont victimes de décrochage scolaire. En effet, parmi les obstacles à l'éducation, le coût de la scolarité est un problème

majeur. Pour les soutenir et leur permettre d'accéder à l'éducation malgré tout, Aide et Action et son partenaire local SODIM ont récolté et distribué plus de 5000 fournitures scolaires à des élèves de primaire.

À savoir Grâce à cette grande collecte, les élèves de trois écoles primaires ont pu bénéficier de distributions de fournitures scolaires. Actuellement à Madagascar, l'Unicef estime à 1 million le nombre d'enfants exclus du système éducatif.

CAMBODGE Offrir de meilleures conditions de vie aux enseignantes

Dans les régions rurales et reculées du Cambodge, les enseignants parcourent de longues distances jusqu'à l'école ou séjournent dans des logements insalubres. Aide et Action soutient le développement de meilleures infrastructures scolaires pour les enseignants

afin qu'ils aient de meilleures conditions de vie et soient mieux équipés pour dispenser une éducation de qualité. La construction de nouveaux dortoirs destinés aux femmes enseignantes et de toilettes séparées font partie de notre réponse au problème.

À savoir Dans les zones reculées du Cambodge, il n'est pas rare que les dortoirs soient dépourvus de ventilation ou que les toits des bâtiments soient troués. Parfois, une quinzaine d'enseignants y sont entassés sans aucun confort.

Les droits de l'enfant

Encore trop imparfaitement appliqués !

Par Vanessa Martin, Responsable du Plaidoyer et des Prises de paroles publiques chez Aide et Action.

D'ici à 6 mois la France sera auditionnée pour la 6^{ème} fois par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies et se verra notifier les points où elle peut et doit encore s'améliorer. Car 32 ans après la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), et malgré des avancées significatives, les droits de l'enfant ne sont toujours pas pleinement respectés dans notre pays. Jusqu'à quand ?

La France fut l'un des premiers pays à ratifier, dès 1990, la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), soit le premier texte contraignant à faire des individus de moins de 18 ans des sujets de droits à part entière. Le modèle social français qui donne gratuitement accès à la santé (PMI), à l'éducation (éducation nationale) et à la protection (Aide Sociale à l'Enfance) permet aujourd'hui aux quelques 16 millions de mineurs français de vivre mieux que dans de nombreux autres pays d'Europe. Et de récentes actions comme la nomination d'un secrétaire d'État chargé de l'enfance, l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance et la rédaction d'un rapport sur les 1000 premiers jours de l'enfant, montrent bel et bien un vif intérêt porté au bien-être des plus jeunes.

DES ENFANTS PRIVÉS DE DROITS EN FRANCE

Néanmoins, force est de constater qu'entre les droits proclamés et reconnus universellement et la réalité de ces mêmes droits, un fossé subsiste. La France compte ainsi près de 3 millions d'enfants en grande pauvreté, et leur situation s'est encore aggravée du fait des conséquences économiques et sociales liées à la pandémie de COVID-19. Plus de 100 000 enfants sont aujourd'hui privés d'éducation. La protection contre les violences (harcèlement scolaire, violence intrafamiliales...) est insuffisamment garantie et l'État peine à lutter contre toutes les formes de discriminations dont ils sont victimes. Enfin, la participation des enfants à toutes questions les concernant, notamment à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques



© Vincent Reynaud-Lacroze

L'un des objectifs principaux de la politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales est la promotion des droits humains, en particulier des droits des enfants.

Article 1^{er} du projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales (LOPDSLIM).

Les droits de l'enfant dans le monde

- Plus de 237 millions d'enfants n'ont pas d'acte de naissance
- Plus de 386 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté
- 250 millions d'enfants vivent dans des zones de conflits armés
- 258 millions d'enfants sont privés d'école
- 5,2 millions d'enfants de moins de 5 ans sont décédés en 2019 de maladies évitables

(Sources : UNICEF ; ONU ; UNESCO ; Banque mondiale)

publiques reste extrêmement limitée. La France est également tenue d'assurer les prestations nécessaires à l'effectivité des droits de l'enfant dans le cadre de sa politique de coopération et de solidarité internationale. Or, même si l'Hexagone a récemment fait des droits de l'enfant une priorité absolue de sa politique de coopération¹, les droits de l'enfant restent globalement abordés de manière sectorielle sur les thématiques de l'éducation, de la santé et de la protection contre les violences et contre la discrimination².

AGIR POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Face à de tels constats, Aide et Action a choisi de s'engager pour mieux défendre les droits de l'enfant en France et dans le monde. Aux côtés des 23 autres organisations et collectifs membre de la Dynamique « De la Convention Aux Actes », Aide et Action dresse également pour la troisième année consécutive un bilan en demi-teinte des droits de l'enfant en France et publie « Un an de plus vers les droits de l'enfant ? » un observatoire de suivi des droits de l'enfant,

1 - Adoptée en juillet 2021, la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales (LOPDSLIM) fait des droits de l'enfant une priorité de la France. Ce texte insiste notamment sur l'importance du respect de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses quatre grands principes

2 - C. Chappe et S. Durin, La politique internationale de la France au regard des droits de l'enfant, mars 2020 page 19

SUITE >

réunissant constats et revendications sur les enjeux de gouvernance et de participation des enfants. La Dynamique demande entre autres, la création d'un ministère dédié à l'enfance et à la jeunesse doté de moyens adaptés et la mise en place d'une véritable stratégie de l'enfance. 32 ans après la ratification de la CIDE ces derniers font toujours défaut en France. Les politiques et dispositifs pour l'enfance et les jeunes – logement, éducation, santé, social, handicap, justice, maladie... – relèvent d'acteurs multiples et variés et restent enfermés dans une logique de silo. Aucune figure unique n'est ainsi en charge de toutes les questions liées à l'enfance, empêchant toute approche globale et transversale face à des problèmes multiples et particulièrement aigus. Avec pour principale conséquence un manque de visibilité et d'efficacité des politiques publiques de l'enfance et des droits de l'enfant pas ou mal réalisés sur le sol français. L'année électorale à venir sera une parfaite occasion de remettre les droits de l'enfant au cœur des débats politiques. La Dynamique « De la Convention Aux Actes » en profitera notamment pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle quant à la création d'un ministère de l'enfance et de la jeunesse et sollicitera des demandes d'audience auprès des équipes de campagne pour présenter ses propositions. 🍀

Découvrez sur

www.delaconventionauxactes.org

l'observatoire de suivi des droits

de l'enfant

co-écrits par plus
de 24 organisations
et associations
engagées pour la
défense des droits
de l'enfant.



Mai 2022

La France devant le Comité des Droits de l'enfant !

Le Comité des droits de l'enfant (CDE) est l'organe des Nations unies chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE) par les États parties. Tous les 5 ans, la France doit rendre un rapport périodique au CDE, justifiant de la mise en œuvre des droits de l'enfant sur son territoire mais également dans sa politique internationale (article 4).

Pour son sixième examen périodique, qui a débuté en juillet 2020, la France a opté pour la procédure simplifiée, qui lui permet de rédiger un rapport uniquement à partir d'une liste de points élaborés par le CDE sur la base d'un document d'analyse et de rapports alternatifs élaborés par des agences de l'ONU, des associations, des enfants... La réponse de l'État à la liste de points à traiter constitue le rapport de l'État partie. À la suite du rendu du rapport par l'État partie, la société civile rédige un second rapport d'ici mai 2022 pour, à la fois commenter les réponses de la France, mais aussi interpeller de nouveau le CDE sur certains sujets.

Aide et Action participera activement au processus d'audition de la France par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies en contribuant au rapport alternatif rédigé par le collectif Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant¹. Ce collectif, qui rassemble plus de 40 organisations engagées pour la défense des droits de l'enfant, remettra son rapport au CDE dès janvier 2022. S'en suivra une audition de la société

civile et des enfants puis de l'État français. Les observations finales seront finalement adoptées et enclencheront une phase de mise en œuvre et de suivi incombant à la France sur les 5 prochaines années. 🍀

1 - En 2015, le collectif AEDE a rédigé, avec les enfants et les jeunes, un rapport sur la situation des enfants en France pour le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. En 2020, le collectif a aidé les jeunes à écrire leur propre rapport afin de renforcer ce travail de plaidoyer et la participation des enfants.

À savoir

Au total, 70 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans pourraient mourir d'ici à 2030, si rien n'est fait pour davantage garantir le respect des droits de l'enfant. La CIDE est aujourd'hui ratifiée par 193 États, à l'exception des USA et de la Somalie. Son application reste pourtant encore limitée et force est de constater que les enfants sont les premières victimes des crises politiques, économiques, sanitaires ou naturelles.



Aide et Action se mobilise en faveur de l'accueil du handicap en entreprise

Cette année, Aide et Action a décidé de participer à l'opération « DuoDay » initiée par le gouvernement français pour sensibiliser à la problématique de l'accès à l'emploi pour les personnes en situation de handicap. Au sein de notre association, six duos ont été formés. Au programme de cette journée : découverte des métiers, participation active et échanges riches de sens.

« Aide et Action défend l'idée d'une éducation inclusive où chaque enfant doit être pris en compte grâce à un accueil adapté au sein des écoles, précise Nadia Talbot, Directrice Internationale des Ressources Humaines. Nous avons ainsi développé de nombreux projets incluant des enfants en situation de handicap. Participer au DuoDay s'inscrit naturellement dans cette démarche d'inclusion. » Le principe DuoDay est simple : une entreprise, une collectivité ou une association accueille une personne en situation de handicap en duo avec un professionnel volontaire. Cette journée représente une opportunité de rencontre pour changer de regard et, ensemble, faire bouger les lignes. Elle permet de provoquer des rencontres, de créer des vocations mais aussi de faire naître des opportunités de collaborations futures car l'emploi est un des vecteurs de l'inclusion.

UNE PREMIÈRE PARTICIPATION FRUCTUEUSE

Cette année, Aide et Action a décidé d'y participer et a réussi à former six duos pour la journée du 18 novembre ! Communication digitale, philanthropie, collecte de fonds, comptabilité ou encore community management sont autant de métiers variés que les participants ont pu découvrir grâce à nos salariés volontaires. Observer un nouvel environnement de travail, préciser un projet professionnel, ou amorcer un parcours d'insertion, chacun avait ses propres motivations. Quoi qu'il en soit, cette journée aura été une belle occasion d'échanger, de s'ouvrir à la diversité et au handicap en particulier, et ensemble, de dépasser nos préjugés. 🍀

Voir aussi le témoignage de notre collègue Poonam, page 23.

Une rentrée scolaire placée sous le signe de la générosité

Grâce à la mobilisation des membres de notre équipe bénévole de Paris, une opération de collecte de fournitures scolaires a été réalisée pour la rentrée 2021. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ça a été une belle réussite ! En effet, cette action a permis à notre association partenaire Askola de collecter, entre autres, plus de 400 cahiers et près de 7 000 outils scolaires (stylos, feutres, crayons, gommes, etc.) pour près de 250 enfants, soit l'équivalent de 4 000€ de matériel. MERCI à nos supers bénévoles et aux généreux clients du magasin Cultura Gennevilliers ! 🍀

Pour rejoindre ou créer une équipe bénévole, contactez Anouk Dancert-Vérot, Coordinatrice du réseau bénévole France-Europe :

Email : action.benevole@aide-et-action.org

Tél : 01 55 25 70 37



© Askola

Éducation en danger L'avenir de millions d'enfants est menacé

Comme nous l'avons vu dans le dossier de ce Magazine, la gravité des crises actuelles menace les populations vulnérables, et plus particulièrement les enfants, ainsi que les efforts que nous menons depuis 40 ans pour leur donner accès à une éducation de qualité. C'est pourquoi, il faut agir ensemble, afin de donner aux générations de demain de meilleures opportunités d'avenir !

A elle seule, la crise de COVID-19 menace 24 millions d'enfants à risque de ne jamais pouvoir retourner à l'école (UNICEF 2020). Mais avant la pandémie, les crises migratoires, environnementales, sécuritaires et sociales constituaient déjà de réels obstacles à l'éducation et à la construction d'un monde pacifié et durable. C'est pourquoi, il est important d'agir aujourd'hui et de se mobiliser pour ne pas laisser les nombreuses crises, actuelles et à venir, dicter l'avenir des plus jeunes. Dans les pays en crise, 128 millions d'enfants en âge de fréquenter le primaire ou le secondaire ne sont pas scolarisés. Par ailleurs, en situation d'urgence – catastrophes naturelles, épidémies, guerres, afflux de réfugiés – l'éducation n'est pas suffisamment priorisée. Pour Aide et Action, l'éducation permet pourtant d'apporter des réponses multiples et pertinentes à ces défis majeurs.

L'ÉDUCATION, UN CADRE POUR LA CONSTRUCTION DE PROJETS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

Comme le précise la Coalition Education¹, dont Aide et Action est cheffe de file, maintenir et renforcer l'éducation de qualité est essentiel pour combattre les crises humanitaires. À travers l'éducation, il s'agit de donner aux populations, et en particulier aux plus jeunes, un soutien psycho-social, un cadre pour la construction de pro-



jets individuels et collectifs, ainsi que les connaissances et les compétences pour conserver un espoir en l'avenir. Trop souvent la cible de violences, les écoles et autres espaces d'apprentissage sont pourtant le creuset de sociétés pacifiées, tolérantes et respectueuses des libertés de chacun. Ils constituent par ailleurs, pour les garçons comme pour les filles, des lieux sûrs contre les risques et dangers liés à un environnement de crise tels que les violences, les mariages précoces ou forcés, le recrutement par des groupes armés ou le crime organisé. Les écoles sont également le point d'accès à d'autres services essentiels tels que la nutrition, l'eau, l'assainissement et les services de la santé.

Les crises n'ont jamais autant fragilisé les progrès réalisés au cours de ces dernières années en matière d'éducation. Aussi, en cette fin d'année, nous vous invitons à apporter un soutien supplémentaire à nos actions afin de nous aider à bâtir des systèmes éducatifs solides et résilients qui permettent aux enfants les plus vulnérables de résister aux chocs et de faire face aux défis du 21^{ème} siècle. 🌱

1 - La Coalition Éducation rassemble 23 organisations de la société civile françaises et revendique le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, notamment pour les plus vulnérables, et affirme que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.



AGISSEZ AVEC NOUS POUR L'ÉDUCATION DANS LE MONDE !

Construire un monde plus juste ne se fera pas sans une éducation de qualité pour toutes et tous ! Agissons ensemble afin de donner aux générations de demain de meilleures opportunités d'avenir !

AVEC UN DON DE



Après déduction fiscale

7 enfants indiens scolarisés et protégés du travail forcé engendré par la **crise économique**.*

AVEC UN DON DE



Après déduction fiscale

14 enfants accueillis dans nos relais éducatifs au Cambodge lors de **catastrophes naturelles**.*

AVEC UN DON DE



Après déduction fiscale

6 petites filles rescolarisées au Burkina Faso suite à la fermeture des écoles causée par **les conflits**.*

Aide et Action
L'Éducation change le monde

40 YEARS OF EDUCATION
ANS D'ÉDUCATION

OFFRIR L'ÉCOLE EN HÉRITAGE

LEGS, DONATION, ASSURANCE-VIE ET DON SUR SUCCESSION

Aide et Action assure, depuis 40 ans, l'accès à une éducation de qualité pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, en particulier les enfants, les filles et les femmes, afin que toutes et tous puissent maîtriser leur propre développement et contribuer à un monde plus pacifique et durable.

2,9 MILLION DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE NOS PROJETS EN 2020

VOTRE CONTACT :
AUDREY GROSJEAN
RESPONSABLE LIBÉRALITÉS

01 55 25 40 92
audrey.grosjean@aide-et-action.org

Lili et Albane, deux championnes engagées aux côtés d'Aide et Action

Les deux françaises Lili Sebesi et Albane Dubois, engagées auprès d'Aide et Action, sont allées jusqu'à la «Medal Race» au JO de Tokyo, cet été, en voile olympique de haut niveau. À l'occasion d'une soirée rétrospective sur leur aventure olympique, les deux sportives ont mis notre association à l'honneur.



Le binôme en voile olympique de haut niveau (49erFX) que composent Albane Dubois et Lili Sebesi - ambassadrice de notre équipe bénévole locale de Marseille - a participé aux Jeux Olympiques de Tokyo où elles sont allées jusqu'en finale !

UN SOUTIEN EN OR

Au mois d'octobre dernier, Lili et Albane ont organisé une soirée rétrospective sur leur aventure olympique. Elles ont profité de cette occasion pour mettre Aide et Action à l'honneur et remettre un chèque de 445€ à Didier Lahaye, coordinateur de l'équipe bénévole de Marseille, collectés lors de la vente des tee shirts « Banzai Team ». Encore bravo et merci à elles de nous avoir soutenu en faisant la promotion de notre action et en défendant la cause de l'éducation !

RECTIFICATIF

Aide et Action ne change pas encore de nom !



La transformation et le changement de nom d'une association sont souvent des processus longs et complexes. Nous en faisons l'expérience actuellement avec un calendrier plus étalé que prévu. Notre changement de nom n'interviendra qu'en 2022 !

Contrairement à ce que nous vous avons annoncé dans le dernier numéro du Magazine (n°160), Aide et Action ne change pas encore de nom ! Pour des questions de délais administratifs rallongés, en partie liés à la pandémie de COVID-19, notre transformation effective est décalée de plusieurs mois et aura donc lieu en 2022. En attendant, le pourquoi et le comment de la démarche restent identiques à ce que nous avons évoqué dans le dernier numéro : un nouveau nom pour plus de clarté et de stature qui affirme notre combat et notre nouveau positionnement stratégique.

CANAL+ AFRIQUE

La fameuse chaîne télé met en avant Aide et Action

Dans le cadre de son opération « 1 mois, 1 cause », Canal+ Afrique a décidé de valoriser la campagne philanthropique d'Aide et Action « Education For Women Now » en faveur de l'éducation des filles et des femmes.

Cette opération du groupe Canal+ consiste à mettre en lumière, tous les mois, une cause qui touche le continent africain (paludisme, droits des femmes...) et ainsi permettre à des ONG et associations qui œuvrent sur le sujet traité de diffuser gratuitement des spots sur leur chaînes. Le mois de novembre étant consacré à l'éducation et à la formation, c'est notre campagne « Education For Women Now » qui a été retenue. Avec près de 150 diffusions réalisées, il y a fort à parier que cette action va donner un véritable coup de pouce à notre programme qui vise à permettre à plus de 3 millions de filles et de femmes vulnérables et marginalisées d'avoir enfin accès à une éducation de qualité en Afrique, en Asie et en Europe. Merci au groupe Canal+ pour son engagement et son soutien !

Poonam PARDESI

Malvoyante, chargée de programme chez Aide et Action en Asie du Sud

Poonam Pardesi, Chargée de programme chez Aide et Action en Asie du Sud est une personne malvoyante. À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre, nous avons eu envie de lui donner la parole pour qu'elle nous partage son histoire, son parcours et son point de vue sur la culture inclusive au sein de l'association.



« Je suis aveugle depuis ma naissance. Je suis née dans une famille de classe moyenne. Mon père était manager intermédiaire dans une société de transport de l'État du Maharashtra et ma mère, une femme au foyer indienne typique. Naturellement, ma famille a été perturbée lorsqu'elle a appris que j'étais aveugle de naissance. Mes parents ont accepté cette nouvelle réalité et m'ont admise dans un pensionnat à Mumbai, accueillant uniquement des filles aveugles. J'y ai terminé ma scolarité et mes études supérieures avec succès, puis j'ai obtenu une licence et une maîtrise en sciences sociales dans une université réputée à Mumbai. J'ai dû faire face à d'énormes défis lorsque j'ai essayé de trouver un emploi à l'issue de ma maîtrise en sciences sociales. Les employeurs ne voulaient pas m'embaucher tout simplement parce que j'étais une femme en situation de handicap. C'est pourquoi je n'ai pas eu le type d'emploi que je souhaitais initialement et qui

correspondait à mes qualifications et à mes compétences.

C'EST LA VOLONTÉ DE L'ASSOCIATION DE PRENDRE EN COMPTE LA DIVERSITÉ

Mon parcours avec Aide et Action a été une merveilleuse expérience. J'ai rejoint Aide et Action en 2013 et depuis je fais partie du service de Développement et de Soutien aux Programmes. Avant de m'embaucher, le service Ressources Humaines a identifié mes besoins spécifiques et m'a fourni des aides techniques adaptées. Mon responsable hiérarchique et les autres membres de l'équipe sont incroyablement compréhensifs et solidaires. Ils m'aident à me préparer et font tous les efforts pour créer un environnement propice à mon travail. Je suis fière de dire que c'est la volonté de l'association de prendre en compte la diversité des collègues. Les efforts d'Aide et Action pour aménager mon poste et me garantir les mêmes opportunités que les

autres m'ont permis de renforcer mes capacités et d'être performante au fil des ans. Aide et Action m'encourage également à rencontrer les communautés avec lesquelles nous travaillons et à les sensibiliser aux problèmes des personnes en situation de handicap.

Je suis contente d'évoluer dans un environnement de travail qui me donne un sentiment d'identité, de dignité et la possibilité de devenir un agent actif du changement. Afin de promouvoir une plus grande ouverture et de renforcer la valeur de l'inclusion au sein de l'association, Aide et Action doit aller encore plus loin et intégrer le handicap dans notre travail quotidien en adaptant le principe de conception inclusive et universelle. Pour cela il faut encore rendre accessibles à tous nos sites web, notre matériel d'enseignement et d'apprentissage ainsi que d'autres ressources. Et il faut, enfin, sensibiliser le personnel de nos programmes ainsi que les communautés aux droits des personnes en situation de handicap.



Pour les fêtes de fin d'année
PENSEZ AUX CADEAUX SOLIDAIRES



CARTES DE VŒUX

Format 14.5x 14.5 cm
+ 5 enveloppes



BOITE À MASQUE

Taille : L18 l11 H1 cm



CARNET ÉDUCATION

Bloc de 70 pages. Format 13x18 cm



SAVON À FROID

Lavande étoilée 90g

Davantage de produits à découvrir sur :

boutique.aide-et-action.org